



Disney

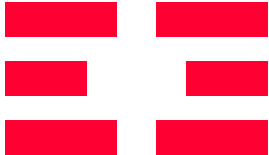
Filiales: ESPN, 21st Century Fox, Hulu, Marvel, Pixar, Lucasfilm, National Geographic

Siège social: Californie (Etats-Unis)

Activités: Média et divertissement

NIVEAU DE RISQUE:

élevé



EVALUATION GLOBALE:

Disney a licencié des employés, y compris des vedettes, en raison de leurs prises de position politiques. En 2016, Disney a menacé de retirer ses activités de l'Etat de Géorgie si le gouverneur signait le *Religious Freedom Restoration Act*. Disney sélectionne ses fournisseurs en fonction de leurs politiques LGBTQ et fait partie de la *Global Alliance for Responsible Media*. Disney ne soutient pas ses collaborateurs qui seraient victimes de discriminations liées à des divergences d'opinion. Disney prend en charge les coûts de déplacement engendrés par un avortement et les frais médicaux liés à la transition sexuelle de ses employés et de leurs enfants. Disney se sert de sa notoriété et des fonds de l'entreprise pour promouvoir la théorie du genre et les organisations LGBTQ. Cela inclut un don de 5 millions de dollars et un partenariat renforcé avec la *Human Right Campaign (HRC)*. Disney s'est engagée à verser 5 millions de dollars à *Black Lives Matter* et à d'autres organisations connexes. Disney impose à ses employés une formation sur la théorie critique de la race. Disney emploie des moyens importants pour lutter contre les politiques initiées par l'Etat de Floride. Disney est membre du *Ceres Network*, une organisation engagée vers la neutralité carbone d'ici 2040.

Pour ces raisons, nous estimons élevé le niveau de risque de Disney.

Activisme de l'entreprise

Refus de service aux clients, aux fournisseurs ou aux revendeurs en raison de leurs opinions politiques ou de leurs croyances religieuses OU boycott, désinvestissement ou sanctions de régions, de groupes, d'individus ou d'industries.



Risque élevé

Lucasfilm, une filiale de Disney, a licencié Gina Carano après qu'elle a révélé ses opinions politiques sur Twitter (1)(2). Un ancien employé de Disney a affirmé avoir été licencié de DisneyWorld après avoir exprimé ses opinions politiques sur Twitter (3). Disney a été accusée d'hypocrisie pour ne pas avoir renvoyé Pedro Pascal qui avait comparé les partisans de Trump à des nazis (4). En 2016, Disney a menacé d'arrêter ses tournages en Géorgie lorsqu'une loi sur la liberté religieuse a été envisagée (5). Peu après, Nathan Deal, le gouverneur de Géorgie, a opposé son veto à cette loi (6). En 2022, plusieurs ex-employés de Disney ont poursuivi l'entreprise pour discrimination religieuse après que des employés non vaccinés ont été licenciés alors qu'ils avaient invoqué leur croyance religieuse pour être exempté de la campagne de vaccination du COVID-19 (7)(8). Disney est membre de la *Global Alliance for Responsible Media*, une organisation dont l'objectif est de démonétiser et supprimer les contenus qui dénigrent les personnes en raison de leur orientation sexuelle, leur identité de genre, qui parlent des « *questions sociales de façon négatives ou partisans* » ou diffusent un « *discours de haine* » (9)(10)(11). Disney a obtenu la note maximale (100) sur l'index *Corporate Equality* de la *Human Right Campaign*. Cela signifie que Disney s'est engagée à sélectionner ses fournisseurs en fonction de leurs politiques LGBTQ (12)(13). Disney soutient les évaluations fondées sur les critères ESG (environnementaux, sociétaux et gouvernementaux) (14).

Activisme de l'entreprise

Politique de dons caritatifs (y compris les programmes d'abondement des employés) discriminatoires à l'encontre de certaines organisations en raison d'opinions ou de croyances religieuses.



Risque modéré

Les lignes directrices de Disney en matière de dons caritatifs exigent que les organisations respectent sa politique de non-discrimination, notamment en ce qui concerne l'orientation sexuelle et l'identité de genre, ce qui exclut certaines organisations caritatives religieuses (1)(2).

Politique d'embauche ne protégeant pas les employés contre la discrimination fondée sur leur affiliation politique/leurs opinions et/ou la religion.



Risque faible

Disney protège ses employés contre les discriminations liées aux divergences d'opinion (1).

Gouvernance d'entreprise et politiques publiques

Utilisation de la renommée de l'entreprise pour soutenir des causes et/ou des organisations hostiles à la liberté d'expression.



Risque élevé

Disney contraint ses employés à assister à des formations sur la théorie critique de la race, y compris sur des sujets tels que « l'anti-racisme », le « racisme systémique » et le « privilège blanc » (1). Disney soutient l'Equality Act et lutte contre les législations des Etats sur la liberté religieuse (2)(3). L'ancien président de Disney, Bob Chapek, a cédé à la pression et s'est opposé à la loi de l'Etat de Floride *Parental Rights in Education Act* qui interdit d'enseigner la théorie du genre et les cours d'orientation sexuelle aux enfants de moins de 8 ans. Disney a déclaré : « Notre but est que cette loi soit abrogée ou qu'elle soit invalidée par les tribunaux, et nous restons déterminés à soutenir les organisations, locales et nationales, qui travaillent dans cet objectif » (4)(5). Un groupe d'employés de Disney a signé une lettre ouverte et organisé des débrayages pour demander à Disney de rester une entreprise politiquement non partisane (6). Disney a réagi en exprimant sa solidarité avec les employés LGBTQ (7). Dans un épisode de la série animée pour enfants « *Cool Attitude, encore plus cool* », les personnages demandent des réparations pour les noirs américains en affirmant : « Les esclaves ont bâti ce pays et nous, les descendants d'esclaves en Amérique, méritons des réparations pour leurs souffrances et nous continuons à en mériter à chaque instant où nous sommes envahis par le racisme systémique et le suprémacisme blanc sur lesquels l'Amérique a été fondée ; fautes qu'elle n'a toujours pas expiées » (8). En 2023, Disney World a fermé son attraction *Splash Mountain* parce qu'elle serait établie sur des préjugés racistes (9). La branche des parcs à thèmes de Disney a retiré « *Mesdames et Messieurs, garçons et filles* » de ses annonces et changé « *fées marraines* » afin de promouvoir des titres entièrement neutres en matière de genre (10). Disney a aussi ajouté des mises en garde contre le racisme qui peut être observé dans certains de ses films cultes, notamment « *La Belle et le clochard* », « *Peter Pan* », « *Dumbo* » et d'autres encore (11). Après que l'entreprise a dénoncé le *Parental Rights in Education Act* de l'Etat de Floride, des cadres de Disney ont tenu une réunion dont des images ont fuité confirmant l'agenda « ouvertement pro-homosexuel » de leurs hauts dirigeants dont le but était « d'introduire une dose propagande LGBTQ » dans le contenu pour enfants (12). Le président de Disney, Bob Iger, est membre de la Business Roundtable, mais il ne soutient pas sa plateforme idéologique (13). Disney est membre du Ceres Network, une organisation engagée vers la neutralité carbone d'ici 2040 (14)(15).

Gouvernance d'entreprise et politiques publiques

Utilisation des fonds de l'entreprise pour promouvoir des causes idéologiques, des organisations ou des politiques hostiles à la liberté d'expression.



Risque élevé

Disney s'est engagée à financer les frais de déplacement de ses employés souhaitant avorter (1). En 2022, Disney a obtenu la note maximale sur l'indice « *Corporate Equality* » du HRC. Cette note signifie que l'entreprise prend en charge le « *frais médicaux de la transition sexuelle de ses employés et de leurs enfants* » (2)(3). L'entreprise est membre de la *Global Alliance for Responsible Media* (4) (5)(6). L'entreprise a voulu faire un don de 5 millions de dollars au HRC à la suite de son opposition tardive à un projet de loi de l'Etat de Floride interdisant l'enseignement de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle dans les écoles. Le HRC a rejeté cette contribution « *jusqu'à ce qu'une action significative soit entreprise* » contre le projet de loi (7)(8). Quelques mois plus tard, le HRC a finalement accepté le don de Disney (9). Disney est un partenaire privilégié du HRC (10). Disney s'est engagé à verser 5 millions de dollars au mouvement *Black Lives Matter* et à des organisations apparentées (11) (12). Disney est un sponsor important d'*Out and Equal* et un partenaire de la *Chambre de Commerce LGBT* (13)(14)(15). Dans le passé, la *Fondation Disney* a effectué de petits dons au *SPLC* mais il n'y a pas de trace de dons actuellement (16).

Utilisation des fonds de l'entreprise à des fins idéologiques sans rapport avec l'activité de l'entreprise.



Risque élevé

Disney a utilisé les fonds de l'entreprise pour soutenir l'*Equality PAC* (1).

DISNEY EN FRANCE ET EN EUROPE:

Disney France a une démarche RSE qui est encadrée par la commission européenne. Disney France souhaite sensibiliser son public aux enjeux environnementaux et sociétaux (1). La société est engagée pour l'égalité des genres et le multiculturalisme. Les femmes sont présentes dans tous les domaines d'activité, et à tous les niveaux hiérarchiques. En 2021 et pour la deuxième année consécutive, Disneyland Paris a obtenu un score de 94/100 à l'index de l'égalité femmes-hommes établi dans le cadre de la loi « *Avenir professionnel* ». Il s'agit d'une mesure annuelle basée sur les engagements de l'entreprise à fournir à ses employés un environnement de travail ancré dans l'égalité des genres (2). En 2017 Disneyland Paris s'était excusé après avoir refusé qu'un petit garçon participe à « *Princesse d'un jour* » (3). Disneyland Paris a organisé sa première parade LGBTQIA+ en 2019.